

426159-2026 - Konkurss

Beļģija – Logu tīrīšanas pakalpojumi – Nettoyage des vitres et des châssis

OJ S 118/2026 22/06/2026

Paziņojums par līgumu vai paziņojums par koncesiju — standarta režīms

Pakalpojumi

1. Pircējs

1.1. Pircējs

Oficiālais nosaukums: CHR Verviers

E-pasts: charline.fraiture@chrverviers.be

Pircēja juridiskais statuss: Publiskais uzņēmums

Līgumslēdzējas iestādes darbības joma: Veselība

2. Procedūra

2.1. Procedūra

Nosaukums: Nettoyage des vitres et des châssis

Apraksts: Nettoyage des vitres et des châssis

Procedūras identifikators: 84f5603f-274c-4ef6-a9f5-f7ed0cbd34d6

Iekšējais identifikators: PPP0WN-601/6185/PO/CHRV2026/VITRES/094

Procedūras veids: Atklāta

Procedūra ir paātrināta: nē

2.1.1. Mērķis

Līguma veids: Pakalpojumi

Galvenā klasifikācija (cpv): 90911300 Logu tīrīšanas pakalpojumi

2.1.2. Izpildes vieta

Valsts apakšiedalījums (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Valsts: Beļģija

2.1.2. Izpildes vieta

Valsts apakšiedalījums (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Valsts: Beļģija

2.1.4. Vispārīga informācija

Juridiskais pamats:

Direktīva 2014/24/ES

2.1.6. Izslēgšanas iemesli

Izslēgšanas iemeslu avoti: Iepirkuma dokuments

5. Daļa

5.1. Daļa: LOT-0001

Nosaukums: Nettoyage des vitres et des châssis

Apraksts: Nettoyage des vitres et des châssis

Iekšējais identifikators: PO/CHRV2026/VITRES/094_1

5.1.1. Mērķis

Līguma veids: Pakalpojumi

Galvenā klasifikācija (cpv): 90911300 Logu tīrīšanas pakalpojumi

5.1.2. Izpildes vieta

Valsts apakšiedalījums (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Valsts: Beļģija

5.1.3. Paredzamais ilgums

Darbības termiņš: 48 Mēneši

5.1.6. Vispārīga informācija

Rezervēta dalība:

Dalība nav rezervēta.

Jānorāda līguma izpildei norīkoto darbinieku vārdi un profesionālā kvalifikācija: Netiek prasīts iepirkuma projekts, kas netiek finansēts no ES fondiem

Uz iepirkumu attiecas Nolīgums par valsts iepirkumu: jā

5.1.9. Atlases kritēriji

Atlases kritēriju avoti: Paziņojums

Kritērijs: Specifisks gada apgrozījums

Atlases kritērija apraksts: La capacité financière et économique du soumissionnaire est établie par une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel spécifique à l'objet du marché (à savoir le lavage des vitres et des châssis) au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création ou du début d'activités du soumissionnaire. Niveau(x) minimal (aux): Minimum exigé pour être sélectionné : Chaque chiffre d'affaires annuel spécifique à l'objet du marché du soumissionnaire au cours des trois dernières années ne pourra être inférieur au 150% du montant total annuel de l'offre du soumissionnaire HTVA. Le soumissionnaire remplira, à cette fin, les parties intitulées « Chiffre d'affaires annuel spécifique » de la section B du DUME.

Kritērijs: Atsauksmes par noteiktām pakalpojumiem

Atlases kritērija apraksts: La capacité technique et professionnelle du soumissionnaire est établie par une liste de ses principaux services similaires (lavage des vitres et des châssis) effectuées au cours des trois dernières années pour des clients européens, indiquant le montant, la date (préciser date de début et de fin) et le destinataire public ou privé. Niveau(x) minimal(aux): Minimum exigé pour être sélectionné : Les montants totaux annuels des principaux services devront atteindre au minimum 50% du montant annuel de l'offre. Pour le calcul du délai de trois ans précités, la date à prendre en considération est celle de la date ultime du dépôt des offres. Le calcul se fait de date à date. Les références (destinataires) peuvent être identiques d'une année à l'autre. Le soumissionnaire remplira, à cette fin, les parties intitulées « Pour les marchés de services : exécution des services du type spécifié » de la section C du DUME.

Kritērijs: Citi ekonomiski vai finansiāli prasījumi

Atlases kritērija apraksts: * 2.12.6 Situation juridique du soumissionnaire (motifs d'exclusion)
2.11.6.1 Les motifs d'exclusion La Partie III du DUME a trait aux motifs d'exclusion. Les motifs d'exclusion repris aux sections A, B et C de cette partie sont repris, mutatis mutandis, aux articles 67 à 69 de la Loi du 17 juin 2016 et plus amplement détaillés aux articles 61 à 64 de l'AR du 18 avril 2017. Ces motifs d'exclusion sont repris ci-dessous. Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même les éléments qu'il est à même de vérifier sur des bases de données

auxquelles il a accès. Le soumissionnaire s'engage à fournir les autres documents dès que le pouvoir adjudicateur lui en fera la demande.

1) Section A : motifs liés à des condamnations pénales Ces motifs sont les suivants :

- Participation à une organisation criminelle ;
- Corruption ;
- Fraude ;
- Infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ;
- Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ;
- Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ;
- Occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.

Pour l'adjudicataire pressenti, l'absence de motifs d'exclusion à cet égard sera prouvée, à la demande du pouvoir adjudicateur, par la communication d'un extrait de casier judiciaire du soumissionnaire ainsi que des membres de l'organe administratif, de gestion ou de surveillance dudit soumissionnaire ou des membres qui détiennent un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle en son sein (art. 72, §2, 1° de l'AR du 18 avril 2017).

2) Section B : motifs liés au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale Le pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même par voie électronique si le soumissionnaire est en règle avec ses obligations sociales et fiscales via l'application Digiflow/télémarc ou via d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres Etats membres (art. 62, §2 de l'AR du 18 avril 2017). A la demande du pouvoir adjudicateur, le soumissionnaire employant du personnel relevant d'un autre Etat membre de l'Union européenne joint à son offre une attestation délivrée par l'autorité compétente étrangère certifiant qu'il est en règle à cette date avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi (art. 62, §3, al. 3 de l'AR du 18 avril 2017). Si le soumissionnaire relève d'un autre Etat membre de l'Union européenne, il fournira, à la demande du pouvoir adjudicateur, l'attestation de l'autorité compétente en matière fiscale qui justifie qu'il satisfait ses obligations fiscales (art. 63, §3, al. 2 de l'AR du 18 avril 2017).

3) Section C : motifs liés à l'insolvabilité, aux conflits d'intérêts ou à une faute professionnelle Ces motifs sont les suivants :

- Le soumissionnaire a manqué à ses obligations dans les domaines du droit environnemental, social et du travail (telles que visées à l'art. 7 de la Loi du 17 juin 2016) ;
- Le soumissionnaire se trouve dans une situation de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;
- Le soumissionnaire a commis une faute professionnelle qui remet en cause son intégrité ;
- Le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence au sens de l'article 5, alinéa 2 de la Loi du 17 juin 2016 ;
- Le soumissionnaire a connaissance d'un conflit d'intérêt, au sens de l'article 6 de la Loi du 17 juin 2016, créé par sa participation à la procédure de passation de marché auquel il ne pourrait être remédié par d'autres mesures moins intrusives ;
- Le soumissionnaire a été conseillé par le pouvoir adjudicateur ou a été associé à la préparation de la procédure de passation du marché, visée à l'article 52 de la Loi du 17 juin 2016, et il n'est pas possible de remédier à la distorsion de la concurrence qui en résulte par d'autres mesures moins intrusives ;
- Des défaillances importantes ou persistantes du soumissionnaire ont été constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché public antérieur, d'un marché antérieur passé avec un adjudicateur ou d'une concession antérieure, et ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable ;
- Le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, a caché ces informations ou n'est pas en mesure de présenter les documents justificatifs requis ;
- Le soumissionnaire a entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles

de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation, ou a fourni par négligence des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution. 2.11.6.1 Prévention des conflits d'intérêts au stade de l'offre Dans le cadre de la lutte contre les conflits d'intérêts, en particulier afin d'éviter le mécanisme du tourniquet (« revolving doors »), tel que défini dans la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, le soumissionnaire s'abstient de faire appel à un ou plusieurs anciens collaborateurs internes du pouvoir adjudicateur, dans les deux ans qui suivent son/leur démission, départ

5.1.10. Piešķiršanas kritēriji

Kritērijs:

Veids: Izmaksas

Apraksts: Prix

Kategorija piešķiršanas kritērija svārs: Svērums (precīzs punktu skaits)

Piešķiršanas kritērija skaits: 100

5.1.11. Iepirkuma dokumenti

Adrese, kur pieejami iepirkuma dokumenti: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/601/WN/2026>

5.1.12. Iepirkuma noteikumi

Iesniegšanas noteikumi:

Elektroniskā iesniegšana: Prasīts

Iesniegšanas adrese: <https://www.publicprocurement.be>

Valodas, kurās var iesniegt piedāvājumus vai dalības pieprasījumus: franču valoda

Elektroniskais katalogs: Nav atļauts

Varianti: Nav atļauts

Piedāvājumu saņemšanas termiņš: 23/07/2026 10:00:00 (UTC+02:00) Austrumeiropas laiks, Centrāleiropas vasaras laiks

Laiks, kurā piedāvājumam jā saglabājas derīgam: 120 Dienas

Informācija par publisko atvēršanu:

Atvēršanas datums: 23/07/2026 10:00:00 (UTC+02:00) Austrumeiropas laiks, Centrāleiropas vasaras laiks

Vieta: CHR de Verviers, Service Achats, Route 191, Rue du Parc 29, 4800 Verviers

Līguma noteikumi:

Līguma izpilde jāveic saskaņā ar aizsargātas nodarbinātības programmām: Nē

Elektroniskie rēķini: Prasīts

Tiks izmantoti elektroniskie pasūtījumi: nē

Tiks izmantoti elektroniskie maksājumi: nē

5.1.15. Paņēmieni

Pamat nolīgums:

Nav pamat nolīguma

Informācija par dinamisko iepirkumu sistēmu:

Nav dinamiskās iepirkumu sistēmas

5.1.16. Papildu informācija, mediācija un pārskatīšana

Starpniecības jeb mediācijas organizācija: Tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Liège, section Verviers

Pārskatīšanas organizācija: CONSEIL D'ETAT

Informācija par pārskatīšanas termiņiem: Organisation fournissant les informations sur les recours et les délais : CONSEIL D'ETAT

Organizācija, kas sniedz papildu informāciju par iepirkuma procedūru: CHR Verviers
Organizācija, kas sniedz sīkāku informāciju par pārskatīšanas procedūru: CONSEIL D'ETAT
Organizācija, kas saņem dalības pieprasījumus: CHR Verviers

8. Organizācijas

8.1. ORG-0001

Oficiālais nosaukums: CHR Verviers
Reģistrācijas numurs: BE0250.893.369
Pasta adrese: Rue du Parc, 29
Pilsēta: VERVIERS
Pasta indekss: 4800
Valsts apakšiedalījums (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)
Valsts: Beļģija
Kontaktpunkts: Charline Fraiture
E-pasts: charline.fraiture@chrverviers.be
Tālrunis: +32 87219849
Interneta adrese: <http://www.chrverviers.be/>
Šīs organizācijas lomas:
Pircējs
Organizācija, kas sniedz papildu informāciju par iepirkuma procedūru
Organizācija, kas saņem dalības pieprasījumus

8.1. ORG-0002

Oficiālais nosaukums: Tribunaux du ressort de la Cour d'appel de Liège, section Verviers
Reģistrācijas numurs: BE 0308.357.753
Pasta adrese: Rue du Tribunal 4
Pilsēta: Verviers
Pasta indekss: 4800
Valsts apakšiedalījums (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)
Valsts: Beļģija
E-pasts: civil.tpi.verviers@just.fgov.be
Tālrunis: +32 87323610
Interneta adrese: <https://www.rechtbanken-tribunaux.be/fr/tribunal-de-première-instance-de-liège-division-verviers>
Šīs organizācijas lomas:
Starpniecības jeb mediācijas organizācija

8.1. ORG-0003

Oficiālais nosaukums: CONSEIL D'ETAT
Reģistrācijas numurs: BE 0931.814.266
Pasta adrese: Rue de la Science 33
Pilsēta: Bruxelles
Pasta indekss: 1040
Valsts apakšiedalījums (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)
Valsts: Beļģija
E-pasts: info@conseildetat.be
Tālrunis: +32 22349611
Interneta adrese: <http://conseildetat.be/?page=e-procedure&lang=fr>
Šīs organizācijas lomas:

Pārskatīšanas organizācija
Organizācija, kas sniedz sīkāku informāciju par pārskatīšanas procedūru

8.1. **ORG-0004**

Oficiālais nosaukums: 3P - Aanbieder van diensten / Prestataire de services

Reģistrācijas numurs: BE 0475.480.736

Pilsēta: Antwerpen / Anvers

Pasta indekss: 2000

Valsts apakšiedalījums (NUTS): Arr. Antwerpen (BE211)

Valsts: Beļģija

E-pasts: info@3p.eu

Tālrunis: +32 3 294 30 51

Šīs organizācijas lomas:

Iepirkuma pakalpojumu sniedzējs

8.1. **ORG-0005**

Oficiālais nosaukums: FPS Policy and Support

Reģistrācijas numurs: BE 0671.516.647

Pilsēta: Brussels

Pasta indekss: 1000

Valsts apakšiedalījums (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)

Valsts: Beļģija

E-pasts: e.proc@publicprocurement.be

Tālrunis: +32 2 740 80 00

Šīs organizācijas lomas:

TED eSender

Informācija par paziņojumu

Paziņojuma identifikators/versija: d4cbd1af-bad1-4438-8a75-4a1a66d65e8d - 01

Veidlapas tips: Konkurss

Paziņojuma veids: Paziņojums par līgumu vai paziņojums par koncesiju — standarta režīms

Paziņojuma apakšveids: 16

Paziņojuma nosūtīšanas datums: 18/06/2026 00:00:00 (UTC+02:00) Austrumeiropas laiks,
Centrāleiropas vasaras laiks

Paziņojuma nosūtīšanas datums (e- sūtītājs): 18/06/2026 00:00:00 (UTC+02:00)

Austrumeiropas laiks, Centrāleiropas vasaras laiks

Valodas, kurās oficiāli pieejams šis paziņojums: franču valoda

Paziņojuma publikācijas numurs: 426159-2026

OV S sērijas izdevuma numurs: 118/2026

Publicēšanas datums: 22/06/2026